



Un prisonnier d'exception

Georges Ibrahim Abdallah est un **militant communiste libanais** qui, au sein de son organisation, les **Fractions armées révolutionnaires libanaises (FARL)**, a lutté contre les criminels impérialistes et leurs alliés sionistes.

Il s'est engagé dès la fin des années soixante dans la résistance palestinienne et libanaise contre la colonisation et l'occupation sionistes.

Arrêté à Lyon le 24 octobre 1984, il est condamné à 4 ans de prison, puis en 1987 à la **réclusion à perpétuité par un tribunal spécial**, pour complicité dans l'exécution d'un agent des services secrets israéliens et d'un attaché militaire états-unien.

Le **montage policier et judiciaire** qui a permis sa condamnation a depuis été dénoncé par de hauts personnages de l'État.

En **2003**, la juridiction de Pau autorise sa libération, mais sur ordre du ministre de la Justice suite à une intervention des États-Unis, l'appel du procureur général fait annuler cette décision.

En **2009**, la cour d'appel rejette une nouvelle fois une demande de libération conditionnelle.

En **2012**, Georges Abdallah dépose une nouvelle demande de libération. Lors d'une visite officielle en France, le premier ministre libanais réaffirme l'accord de son pays pour le retour de Georges Abdallah.

En novembre 2012, le tribunal d'application des peines donne un **avis favorable à sa libération, en l'attente d'un arrêté d'expulsion... que Valls, ministre de l'Intérieur, refuse de signer**. Le 4 avril 2013, après trois ajournements, deux appels et un recours en cassation, **la demande de libération de Georges Ibrahim Abdallah est déclarée irrecevable**.

Le 5 novembre 2014, une nouvelle demande de libération est déclarée **"irrecevable"** au motif qu'il n'avait pas fait préalablement l'objet d'un **arrêté d'expulsion**. La cour d'appel confirme ce jugement le 26 février 2015.

Sa peine de sûreté étant accomplie depuis 1999, Georges Abdallah est pourtant **libérable depuis 19 ans**.

La justice française, aux ordres d'un gouvernement soucieux de préserver les intérêts impérialistes français au Moyen-Orient, maintient Georges Ibrahim Abdallah en prison **depuis plus de 33 ans**. Aujourd'hui, il est le plus ancien prisonnier politique en Europe.

MANIFESTATION NATIONALE UNITAIRE pour la LIBÉRATION de GEORGES IBRAHIM ABDALLAH !

**SAMEDI 23 JUIN 2018, 15H00,
Place Des Fêtes (Paris 19^{eme})**

Depuis le 30 mars dernier, de fortes mobilisations pacifiques ont eu lieu dans la bande de Gaza. Par cette « Grande marche du retour », les Palestiniens revendiquaient une nouvelle fois le droit légitime au retour des réfugiés palestiniens sur les terres dont ils ont été dépossédés depuis 1948 ainsi que la levée du blocus sur la bande de Gaza qui dure depuis près de 11 ans. Ces mobilisations ont été l'occasion d'un nouveau massacre du peuple palestinien par l'armée sioniste : ainsi, pour la seule journée du 14 mai dernier, date anniversaire de la Nakba de 1948, ont été dénombrés plus de 2000 blessés et 62 personnes abattues par les tirs à balles réelles des soldats israéliens. Le bilan global des victimes s'élève aujourd'hui à plus de 120 morts et 13 190 blessés. Cette fois encore, alors que l'abomination était sur tous les écrans, en direct, la « communauté internationale » est restée sourde et n'a rien entrepris pour protéger la population civile palestinienne.

Dans le même temps, à l'aube du 14 avril 2018, la propagande de cette même « communauté » n'a eu de cesse de justifier une intervention d'urgence en Syrie. Ce pays a subi une agression militaire impérialiste menée conjointement par les États-Unis, l'Angleterre et la France. Cette attaque, présentée comme « seule alternative possible pour stopper l'usage d'armes chimiques », a été en réalité le signal clair d'une entrée de la guerre dans une nouvelle phase. Cette dernière reflète la volonté de domination directe de ces trois forces impérialistes sur ce pays, sans plus avoir à recourir seulement aux groupes terroristes locaux, un temps financés et utilisés, mais désormais en voie d'anéantissement.

Cette guerre s'inscrit pleinement dans la lignée de celles menées, toujours selon le même scénario, depuis la première guerre contre l'Irak en 1991, contre les peuples et nations opprimés de ces régions stratégiques aux ressources à piller. Elle participe du plan impérialiste qui cherche à déstabiliser la région pour mieux y asseoir sa domination. La pièce maîtresse de ce plan est l'entité sioniste, véritable base avancée de l'impérialisme dans la région.

Ces guerres impérialistes aux coûts militaires exponentiels s'accompagnent pour les financer de véritables guerres sociales contre les peuples. Sous les prétextes bien rodés de l'austérité, de la dette, de la crise, l'offensive en France est désormais généralisée : elle s'étend à tous les secteurs et s'abat sur chacune des composantes de la classe populaire : lycéens, étudiants, travailleurs, retraités, migrants. Cette régression sociale – qui s'abat en particulier sur les quartiers populaires - va de pair avec le renforcement de la répression, du contrôle social, des lois liberticides et de la militarisation de la société ; elle s'accompagne inévitablement de la montée des forces fascistes, racistes, islamophobes, chauvines et réactionnaires. Elle aiguise ainsi la lutte des classes qui, aujourd'hui, atteint un stade explosif, comme le montre les fortes mobilisations et confrontations de ces derniers mois.

Ces mobilisations expriment le droit fondamental du peuple à se révolter contre un système impérialiste et capitaliste qui porte en lui la guerre et l'exploitation.

C'est contre ce système même que Georges Ibrahim Abdallah lutte au quotidien en clamant la validité et la justesse de ses combats pour la libération et l'émancipation des peuples et pour un système économique, social et politique débarrassé de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Son combat et sa détention sont résolument politiques et c'est bien parce que Georges Ibrahim Abdallah est au croisement de toutes les luttes progressistes actuelles – anti-impérialiste, anticapitaliste, antisioniste et anti-réactionnaire, qu'il subit la perpétuité réelle depuis plus de 33 ans.

Faisons le procès public de l'impérialisme français et œuvrons pour que mille initiatives fleurissent, dans le but de constituer un rapport de force qui impose et arrache la libération de notre camarade.

Dans ce cadre, nous appelons à participer massivement aux deux actions suivantes :

- **RASSEMBLEMENT, métro Ménilmontant, à Paris, MARDI 19 JUIN 2018, 18h00** dans le cadre de la journée internationale des prisonniers politiques révolutionnaires

- **MANIFESTATION NATIONALE UNITAIRE** pour exiger la libération de Georges Ibrahim Abdallah, **SAMEDI 23 JUIN 2018, 15H00, métro Place des Fêtes (Paris 19^{ème})**

Vive la solidarité internationale avec les luttes des peuples pour la libération nationale et l'émancipation sociale !

La résistance est un droit ! Liberté pour Abdallah !

*Campagne unitaire pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah (IDF)
Contact : campagne.unitaire.gabdallah@gmail.com*